

Le 8 décembre, sonnons l'alarme climatique

Associations et syndicats s'engagent à rejoindre les mobilisations du 8 décembre et appellent à amplifier le réveil citoyen pour la justice sociale et écologique.

En décembre 2015, alors que les chefs d'états célébraient la signature de l'Accord de Paris, le mouvement pour la justice climatique se mobilisait pour dresser des lignes rouges et pointer l'insuffisance des engagements des États pour limiter le réchauffement mondial à 1,5°C. Trois ans après, le compte n'y est toujours pas et nous n'avons pas le luxe d'attendre. Les conséquences dramatiques des dérèglements climatiques sont déjà là et les populations les plus vulnérables en sont les premières victimes, au Nord comme au Sud.

Si la prise de conscience individuelle et les petits changements du quotidien constituent un premier pas, ceux-ci ne doivent pas faire oublier l'urgence d'un changement de cap des politiques publiques. Le dernier rapport du GIEC est clair : si les pays veulent respecter leurs engagements en matière de climat, ils doivent laisser les combustibles fossiles dans le sol et réorienter les politiques publiques vers une transition juste, qui protège les populations affectées par les impacts du changement climatique et ne laisse personne de côté.

En décembre 2017, lors du One Planet Summit, organisé par Emmanuel Macron, nous nous étions rassemblés pour rappeler que « Pas un euro de plus » ne devait aller aux énergies fossiles. Un an après, le message n'a pas été écouté. L'inefficacité de la politique des petits pas d'Emmanuel Macron ne trompe plus personne, surtout quand elle s'accompagne de mesures fiscales favorables aux plus riches et d'un refus de faire payer les plus gros responsables des dérèglements climatiques. La hausse du prix des carburants est l'une des mesures nécessaires pour accélérer la baisse des émissions de gaz à effet de serre. Mais celle-ci ne pourra être prise au sérieux si elle ne répond pas aux enjeux de justice sociale et fiscale grâce notamment à une redistribution des recettes de la taxe dans la transition et des mesures d'accompagnement pour celles et ceux qui n'ont d'autres choix que de prendre leur voiture pour se déplacer. C'est ce que montre en grande partie la colère exprimée par les gilets jaunes.

La démission de Nicolas Hulot, le 29 août dernier, a provoqué une vague de mobilisation citoyenne pour le climat sans précédent. Plus de 130 000 personnes ont marché pour le climat les 8 septembre et 13 octobre derniers dans toute la France. Qu'elles soient locales ou nationales, petites ou grandes, chaque jour de nouvelles mobilisations, initiatives et actions se dessinent ici et là. Leur succès dépend de leur spontanéité et de leur créativité mais aussi de leur capacité à rassembler des milliers personnes, des dizaines d'organisations, mouvements et réseaux pour rappeler l'urgence et dire haut et fort qu'il est encore temps d'agir. Les marches du 8 décembre prochain s'inscrivent à nouveau dans cette démarche.

Nos organisations ne peuvent que se féliciter de cette dynamique qui participe à la construction d'un nouveau rapport de forces avec les décideurs publics. Nous souhaitons contribuer à l'amplification de ce réveil citoyen afin de reprendre le contrôle et engager une transition énergétique plus ambitieuse et plus juste, à la hauteur de l'urgence climatique. Il est encore temps d'agir pour :

- réorienter les politiques publiques vers une transition juste, qui ne laisse personne de côté partout dans le monde;
- accélérer la transition dans les territoires, dans la production d'énergies renouvelables locales, dans les transports, dans l'habitat... ;
- favoriser la création de millions d'emploi pour le climat et accompagner socialement les nécessaires mutations industrielles ;
- faire payer les véritables responsables et refuser les fausses solutions comme le nucléaire ou la géo-ingénierie.

Le 8 décembre, en pleine COP 24, plus de 120¹ marches sont déjà prévues en France et l'étranger pour faire sonner l'alarme climatique. Cette mobilisation sera riche de la diversité des citoyen.ne.s, organisations, réseaux et mouvements qui s'y impliqueront. Nous invitons toutes celles et ceux qui partagent notre constat à rejoindre les marches.

Signatures des organisations, mouvements, réseaux nationaux à envoyer à l'adresse : soutien8decembre@attac.org

1 Chiffre à actualiser le jour du lancement de l'appel